

Canicule : financer les services publics pour garantir un droit à la fraîcheur

Nous vivons notre troisième canicule de l'année et chacune montre plus crûment que le gouvernement et le patronat n'ont pas pris les mesures nécessaires pour adapter le pays et les lieux de travail. La situation était pourtant anticipable de longue date. Au lieu de budgets d'austérité, il faut financer les services publics, qui sont la première protection de la population et du monde du travail en période de vague de chaleur. Ils sont la matérialisation concrète d'un droit à la fraîcheur pour toutes et tous.

Les moyens des hôpitaux et des Ehpad doivent être renforcés pour garantir la santé de tou·tes et des conditions de travail dignes pour les soignant·es. Face à des structures vétustes aux réseaux électriques à bout de souffle, la climatisation n'est pas la solution sans un plan global d'isolation, de protection et de reverdissement des établissements. Surtout, il faut augmenter les effectifs de personnel pour faire face à l'augmentation de la charge de travail durant les canicules et créer un véritable service public de l'aide à domicile.

Les agent·es de l'Office national des Forêts et les pompiers des SDIS sont en première ligne face aux feux de forêts. Leurs moyens humains notamment doivent être augmentés, et les employeurs doivent dans les faits libérer les pompiers volontaires.

Il est plus qu'urgent d'entamer un plan massif et pérenne de recrutement d'inspecteurs et d'inspectrices du travail et de doubler les sections d'Inspection du travail. Dans ces périodes de canicule, ils sont les seuls allié·es des travailleurs et travailleuses quand leurs employeurs se soustraient à leur obligation de garantir la sécurité des salarié·es. Il faut leur donner les moyens d'arrêter le travail quand la chaleur peut nuire à la santé des salarié·es.

Des services publics qui protègent, ce sont des lieux publics adaptés pour être des îlots de fraîcheur : le seul moyen de tenir pendant une canicule de très forte intensité et de longue durée est en effet de ménager des repos réguliers aux corps. Il faut garantir un accès libre et gratuit aux médiathèques, bâtiments municipaux, lieux culturels comme les musées...

Les crèches, les centres de loisir, et pour la rentrée les écoles, doivent être végétalisés, isolés, ventilés, équipés de volets, recouverts de blanc. Écoles et centres doivent pouvoir être ouverts à la population lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Un plan de rénovation du bâti, [scolaire notamment](#), doit être mis en œuvre d'urgence, avec un financement national.

Pour tous ces métiers essentiels à la gestion des canicules, qui ne peuvent donc pas s'arrêter, il faut des plans de recrutement pour diminuer le temps de travail de chacun·e.

Renforcer les services publics, c'est défendre une écologie protectrice du monde du travail et des plus précaires.

Paris, le 10 juillet 2026